



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'Environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT – BICUPE – SIC – ID - 2025 -22

Arras, le

04 FEV. 2025

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Commune d'ECQUES

**SOCIÉTÉ CHIMIREC-NOREC
EXPLOITATION D'UNE ACTIVITE DE TRANSIT DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 22 décembre 2011 à la société CHIMIREC NOREC pour l'exploitation d'un centre de tri, transit, regroupement de déchets industriels dangereux sur la commune d'ECQUES ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2018 imposant les prescriptions relevant de la directive relative aux émissions industrielles dite « IED » ;

Vu la demande présentée le 8 novembre 2023 par la société CHIMIREC NOREC dont le siège social est situé ZAL de MUSSANT sur la commune de ECQUES (62129) en vue de la création d'une activité de transit de déchets de sous-produits animaux sur le centre de transit, de regroupement et de prétraitement de déchets dangereux qu'elle exploite à la même adresse ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu la décision préfectorale d'examen au cas par cas du 28 novembre 2023 ne soumettant pas le projet à évaluation environnementale ;



Vu le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) en date du 11 janvier 2024 ;

Vu la participation du public menée par voie électronique du 4 au 22 mars 2024 inclus en mairie d'Ecques ;

Vu la parution dans la presse locale du 16 février 2024 de l'avis de participation du public par voie électronique ;

Vu la publication de l'avis de participation du public par voie électronique sur le site internet de la mairie d'Ecques à compter du 2 mars 2024 ;

Vu l'attestation d'affichage de l'avis de participation du public par voie électronique en date du 5 avril 2024 du maire d'Ecques ;

Vu l'absence d'observations émises durant la période de participation du public par voie électronique ;

Vu l'envoi par courriel à l'exploitant en date du 15 janvier 2025 du projet d'arrêté statuant sur la demande ;

Vu la réponse de l'exploitant en date du 29 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT que :

- la modification des conditions d'exploitation sollicitée par la société CHIMIREC NOREC vise la création d'une activité de transit de déchets de sous-produits animaux sur le site de transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux ;

- la modification sollicitée ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement ;

- la modification sollicitée n'atteint pas les seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

- en conséquence la modification prévue ne présente pas un caractère substantiel au sens de l'article L181-14 du code de l'environnement ;

- le projet n'est pas de nature à créer des incidences négatives notables sur l'environnement et la santé ;

- les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement sont préservés ;

- qu'il convient cependant de compléter les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2011 susvisé afin notamment d'encadrer les modalités d'exploitation de l'activité de transit de déchets de sous-produits animaux ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Objet

La société CHIMIREC NOREC dont le siège social est situé Zone d'Activités Légères de MUSSENT à ECQUES (62 129) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation du centre de transit, regroupement et prétraitement de déchets dangereux, qu'elle exploite sur le territoire de la commune de ECQUES, à la même adresse.

ARTICLE 2

Les dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2011 – « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » sont remplacées par les dispositions du présent article :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique	Installation ou activité correspondante	Régime
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	1514 tonnes	A
3510	Traitement de déchets dangereux (Rubrique créée par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013). Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520	150 tonnes par jour	A
2718 .1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du Code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges(A-2) 2. Autres cas(DC)	<u>Transit. regroupement :</u> *acides : 60 m³, *bases : 35 m³, *batteries : 60 m³, *emballages et matériaux souillés : 250 m³, *filtres à huile : 70 m³, *huiles usagées (huile noire + huile claire) : 810 m³, *liquides de refroidissement : 80 m³, *piles : 10 m³, *aérosols : 60 m³, *aqueux : 135 m³, *produits chlorés : 10 m³ ../..	A

		<p>*produits spéciaux corrosifs, phytosanitaires et de laboratoire : 20 m³,</p> <p>*Autres déchets (poudres, grenaille, pâteux métallifères) : 100 m³,</p> <p>*solvants non chlorés: 50 m³,</p> <p>*tubes fluorescents/lampes : 30 m³,</p> <p>*déchets pâteux inflammables : 70 m³</p>	
2790	<p>Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, <u>2792</u>, 2793 et 2795</p> <p>Traitement de déchets dangereux (A-2)</p>	<p><u>Prétraitement</u> :</p> <p>Une cisaille rotative de traitement des déchets solides et pâteux, y compris les déchets d'emballages souillés ;</p> <p>La capacité de cisailage est de 2 T/h.</p>	A
2731	<p>Sous-produits animaux (dépôt ou transit de), à l'exclusion des dépôts visés par <u>les rubriques 2171 et 2355</u>, des dépôts associés aux activités des établissements de diagnostic, de recherche et d'enseignement, des dépôts de biodéchets au sens de l'article L. 541-1-1 du code de l'environnement et des dépôts annexés et directement liés aux installations dont les activités sont visées par <u>les rubriques 2101 à 2150, 2170, 2210, 2221, 2230, 2240, 2350, 2690, 2740, 2780, 2781, 2783, 3532, 3630, 3641, 3642, 3643 et 3660</u> :</p> <p>1. Dépôt ou transit de sous-produits animaux dans des conteneurs étanches et couverts sans manipulation des sous-produits animaux :</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg et inférieure à 30 tonnes (E)</p> <p>2. Autres installations que celles visées au 1 :</p> <p>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 500 kg (A-3)</p>	<p>La quantité de sous-produits animaux en transit est inférieure à 30 tonnes</p>	E
2795.2	<p>Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de matières alimentaires, de substances ou mélanges dangereux mentionnés à l'article R. 511-10, ou de déchets dangereux.</p> <p>.../...</p>	<p>La consommation journalière en eau de lavage est de 2.5 m³/j</p>	DC

	<p>La quantité d'eau mise en œuvre étant :</p> <p>1) Supérieure ou égale à 20 m³/j (A-1)</p> <p>2) Inférieure à 20 m³/j (DC)</p>		
2714.2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ; (E)</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³. (D)</p>	<p>3 bennes pneumatiques de 35 m³.</p> <p>Soit un volume total de 105 m³</p>	D
2711.2	<p>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1000 m³ (E)</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ (DC)</p>	<p>Entreposage sur 4 niveaux sur une zone de 30 m², soit un volume de 120 m³</p>	DC
2713	<p>Rubrique 2713 : « Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 m² ; (E)</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m². (D)</p>	<p>1 benne ferrailles</p> <p>1 benne emballages métalliques déchetés non souillés</p> <p>Soit une surface équivalente de 30 m²</p>	NC
2716-2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ ; (E)</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³. (DC)</p>	<p>1 benne de stockage de DIB de 35 m³</p> <p>Huiles alimentaires usagées : 8 m³</p> <p>Autres déchets non dangereux non inertes,</p> <p>Le volume total susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m³</p>	NC

2920	Installation de compression fonctionnant à des 3 Compresseurs d'une pressions effectives supérieures à 105 Pa et puissance totale de 40 comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou kW mais ne comprimant toxiques : la puissance absorbée étant supérieure à 10 ou n'utilisant pas de MW (A - 1) fluides inflammables ou toxiques	NC
------	--	----

A : installations soumises à autorisation.
E : Installations soumises à enregistrement
D : Déclaration.
DC (déclaration avec contrôle périodique)
NC : installations non classées.

L'exploitant prend toute disposition : gestion informatisée des stocks, connaissance du stock en temps réel pour garantir que sur le site, le classement seuil bas ou seuil haut des installations tel que défini à l'article R 511.10 du Code de l'environnement ne soit jamais atteint par la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R.511.11 de ce même code. Le respect de cette disposition doit pouvoir être vérifié en permanence.

ARTICLE 3

Les dispositions de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2011 sont remplacées par les dispositions du présent article :

L'établissement fait partie des établissements dit « IED » car il comprend des activités visées par les dispositions prises en application de la transposition de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles (rubriques 3000 de la nomenclature).

Ainsi, en application des articles R. 515-58 et suivants du Code de l'environnement la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles correspondantes sont les suivantes :

- rubrique principale – 3510 : Traitement de déchets dangereux (Rubrique créée par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013). Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :
 - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520,
 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 ;
- conclusions sur les meilleures techniques disponibles (ou documents BREF) correspondantes : Traitement des déchets (octobre 2018) (code BREF WT – Waste Treatment) .

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED sont applicables.

En cas de différence avec celles du présent arrêté, les prescriptions plus contraignantes des deux s'appliquent.

ARTICLE 4 : DELAI ET VOIES DE RECOURS

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Lille par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux est tenu à peine d'irrecevabilité de notifier celui-ci à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique Télérecours Citoyen accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : MESURES DE PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie d'ECQUES, commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'ECQUES pendant une durée minimum d'un mois : procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Pas-de-Calais ;

Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-Préfète de Saint-Omer et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société CHIMIREC NOREC et dont une copie sera adressée au maire de la commune d'ECQUES.

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général



Christophe MARX

Copies destinées à:

- La Société CHIMIREC NOREC
- Mairie d'ECQUES
- la Sous-Préfète de Saint-Omer
- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – (U.D du Littoral).
- Dossier

